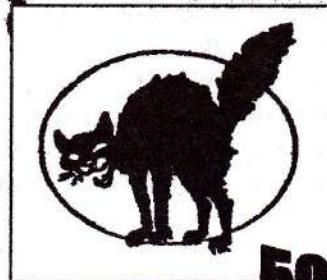


CNT - ATI bulletin régional

N° 8 - 5 F - 4^{ème} trimestre 2000



59 / 62

Confédération Nationale du Travail – Association Internationale des Travailleurs

C'EST LA RENTRÉE ET LES CARTABLES SONT DE PLUS EN PLUS LOURDS !



CLASSES EN LUTTE : pour une révolution sociale, éducative et pédagogique !

Editorial :

UNE AUTRE ECOLE POUR UNE AUTRE SOCIETE !

« Beaucoup d'enseignants sont dans la déploration, la souffrance, voire l'auto-accusation » déclare un professeur de l'IUFRM de Lille dans les colonnes de la Voix du Nord. « C'est un métier difficile à conduire et il y a des collèges en quasi-cessation d'activité où l'enseignement est devenu très problématique, où - chaque jour - enseigner est un pari. On est parfois dans le non-dit, mais s'instaure un doute existentiel, un climat de renoncement. Depuis 3 ou 4 ans, beaucoup d'enseignants titulaires d'un CAPES ont l'impression d'arriver sur un champ de bataille ».

Face à ce constat, des enseignants (et nous sommes de ceux là) se mobilisent dans la région pour promouvoir une autre éducation. L'idée d'inventer d'autres voies, de créer des établissements différents fonctionnant sur le principe de la pédagogie Freinet se fait jour...

Pour autant, la CNT peut-elle se reconnaître dans les

(suite page 2)

Editorial

suite de la page 1 :

positions de tous ceux qui, aujourd'hui, mettent en avant « l'innovation pédagogique » ? Certainement pas ! Il serait naïf de croire que le gouvernement veut réformer l'Education Nationale dans un sens plus égalitaire, plus émancipateur. L'innovation pédagogique n'est qu'un leurre si elle ne s'accompagne pas d'une remise en cause globale du système capitaliste, des restrictions budgétaires imposées par l'Europe de Maastricht et des mesures libérales initiées par Allègre (et dont l'application se poursuit maintenant avec Jack Lang)... ■

Union régionale CNT, le 4 septembre 2000.

BR n° 8 – oct. / nov. / déc. 2000
Tirage : 200 exemplaires



LES MOTS DE LA RENTREE

« Quinquennat » : Alors que la droite à l'Elysée et la « gôche » à Matignon n'estiment pas nécessaire de nous consulter sur les grandes décisions engageant notre vie quotidienne, ils donnent dans le « quinquennat », avec référendum à la clef, pour essayer d'amuser le bon peuple ! ■

Union régionale CNT.

« Autorité » : un drôle de mot, un mot-piège... En effet, on a souvent présenté les membres de la CNT comme des adversaires de toute autorité, les ennemis de tout pouvoir. Soyons précis ! Tout pouvoir ou toute autorité qui prétend imposer et donc détruire l'autonomie individuelle ou collective nous semble néfaste : le chef d'établissement qui s'impose dans une assemblée générale, le ministère qui décide sans notre avis, le rectorat qui « gère » les individus et se débarrasse des plus précaires, l'inspecteur qui n'a fui les élèves que pour mieux, sur un coup d'œil en passant, juger les enseignants, l'intendant qui joue au chef d'entreprise et/ou au flic vis à vis des agents de service... La liste est longue et inclurait

certainement quelques collègues de base ! Mais attention, rien à voir avec le pouvoir de réflexion, la prise de parole, l'assurance de pouvoir « y comprendre quelque chose »... toutes ces choses que doivent être en mesure de se construire - pour être plus solides - enfants et jeunes (et adultes !). Rien à voir avec « l'autorité » difficile de ceux qui s'efforcent de montrer chaque matin que raisonnement, construction des savoirs et apprentissage de l'autogestion sont préférables au bourrage de crâne, au mépris et aux aboiements. On laura donc compris : c'est à l'autorité qui détruit que nous nous attaquons. Pour que tous ceux qui en sont les victimes aient le POUVOIR d'exister ! ■

Syndicat CNT – éducation.

Capitalisme :

« Système économique et social dans lequel les moyens de production et d'échange n'appartiennent pas aux travailleurs qui les mettent en œuvre. Le capitalisme est un régime économique fondé sur la recherche du profit, l'initiative individuelle, la concurrence entre les entreprises et la propriété privée des moyens de production ».

(extrait du « Petit Larousse »)

Libéralisme :

« Doctrine économique de la libre entreprise selon laquelle l'Etat ne doit pas, par son intervention, gêner le libre jeu de la concurrence ».

(extrait du « Petit Larousse »)

En d'autres termes, le « libéralisme » est une doctrine et le « capitalisme » un système. En ce qui nous concerne, à la CNT, c'est bien contre ce système « fondé sur la recherche du profit » que nous luttons. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas nous contenter de combattre le « libéralisme » (comme la plupart des organisations syndicales, politiques et associatives que nous côtoyons sur le terrain social). C'est pour cette raison que nous ne craignons pas d'affirmer notre anti-capitalisme le plus absolu... ■

Union Locale CNT de Lille.

PS : à ce propos, signalons le passage probable d'une caravane anti-capitaliste les 24 et 25 octobre à Lille (cette caravane sillonnant les routes de l'hexagone pour faire le bilan de l'action menée en septembre contre le sommet du FMI à Prague).

Pour faire de ce bulletin le reflet des luttes locales ou régionales,
pour qu'il soit l'écho de vos réflexions et de vos lectures
(locales ou régionales)...

participez à la rédaction du BR, envoyez-nous vos articles, compte-rendus d'actions,
communiqués, interviews, infos diverses !

EURO 2000 : NOUS SOMMES TOUS DES HOOLIGANS !

Bruxelles, samedi 10 juin. Nous sommes venues de Dunkerque pour manifester contre le sommet européen du patronat. Rassemblement prévu à 16 heures place Rogier...

Place Rogier, des barrières surmontées de barbelés et des policiers empêchent d'accéder au lieu prévu du rassemblement. Nous décidons de contourner la place. Nous prenons plusieurs rues et nous arrivons place de Brouckère à plus de 500 mètres de là. Il est 15 h 45...

Nous repérons cinq hommes portant des drapeaux noirs enroulés. Nous nous approchons d'eux pour nous renseigner. A ce moment, un groupe de policiers se précipite sur nous, matraque à la main. Ils nous encerclent et nous conduisent manu militari jusqu'à un fourgon grillagé où ils nous font grimper après une fouille au corps (malgré nos demandes répétées, ils ont toujours refusé de nous expliquer pourquoi ils nous avaient arrêtées). Papiers, vérification d'identité, une heure dans le fourgon... Puis on nous emmène dans un hangar. Là, d'autres policiers nous font descendre. Deuxième fouille au corps. Ils nous rendent nos papiers dans un sac transparent accompagnés d'une fiche avec nos nom, adresse et motif d'arrestation : « trouble à l'ordre public » !! Nous attendons une bonne demi-heure, puis on nous fait monter dans un car cellulaire, direction la gendarmerie à Etterbeck. Nous ne savons toujours pas pourquoi nous sommes là et les policiers refusent de nous dire en quoi nous avons troublé l'ordre public.

Arrivées à la gendarmerie, on nous sépare des cinq hommes. Troisième fouille au corps, on pose montre, bijoux, lacets, soutien-gorge... On nous photographie, mais nous ne comprenons pas pourquoi il est inscrit « Euro 2000 » sur le tableau blanc derrière nous. On nous conduit ensuite dans une « cellule spéciale » (fenêtres grillagées et, sur les côtés, des bancs de béton scellés) et là nous comprenons : cette cellule ressemble à celle montrée à la télévision la veille (le journaliste les disait « réservées aux hooligans »). Nous étions donc arrêtées dans le cadre de cette loi, le « Snelrecht », qui permet d'arrêter des hooligans et de les mettre en rétention « administrative » pour 12 heures maximum, sans avoir à justifier du motif de l'arrestation.

Ils nous ont libérées au bout de neuf heures. Nous avons insisté pour être entendues, pour expliquer dans quelles circonstances nous avions été arrêtées. Rien à faire ! Nous nous sommes retrouvées à une heure du matin dehors, à plusieurs kilomètres du centre ville, avec l'impression d'avoir inauguré les geôles spéciales anti-hooligans.

Cette loi, le « *Snelrecht* », a été votée pour la coupe de foot « *Euro 2000* ». Nous étions au premier jour du championnat, quelques heures avant le premier match... et déjà la police prend prétexte de cette loi pour nous arrêter et nous maintenir en détention pendant des heures, sans que nous ayons la possibilité de communiquer avec l'extérieur et sans nous expliquer ce que nous avions fait, sans nous permettre de nous faire entendre. Nous sommes fichées, peut-être comme « *hooligans* », en tout cas comme « *fauteuses de troubles* ». Nous marchions dans la rue, sans drapeau, sans badge, sans rien qui puisse nous distinguer de « *touristes moyennes* ». Nous nous sommes approchées d'un groupe pour demander un renseignement. Et voilà... arrêtées, fouillées, fichées ! Et nous ne sommes pas les seules : les quatre belges et le toulousain arrêtés avec nous aussi. D'autre part, l'un des quatre belges nous a appris que la veille, lors d'une opération « *entartage* » réunissant quelque 150 participants, il y a eu près de 70 arrestations « administratives ».

Il est donc clair que cette loi permet tous les abus et que l'alibi des hooligans sert à franchir de grands pas en avant dans le renforcement de la répression et dans la remise en cause des droits démocratiques. L'Euro 2000 est un test de répression grandeur nature, et pas seulement des hooligans... de toute expression populaire ! Cette loi, votée en Belgique, sera-t-elle le premier pas vers une Europe encore plus policée et surveillée, vers la négation de tous nos droits ? ■

Marion G. et Dominique L.
(militantes d'AC ! - Dunkerque).



UN AUTRE FUTUR

On nous demande parfois COMMENT et PAR QUOI nous remplacerions le système actuel si nous en avions la possibilité. Voici quelques éléments de réponse...



COMMENT ?

La CNT ne soutient aucun parti politique et ne place aucun espoir dans la voie électorale. Elle défend un processus de transformation révolutionnaire fondé sur l'autonomie du mouvement social. Celui-ci, aujourd'hui véritable contre-pouvoir potentiel, pourrait demain – s'il prenait conscience de ses capacités – se substituer aux autorités capitalistes et étatiques (à la faveur d'une grève générale interprofessionnelle par exemple)...

PAR QUOI ?

Pas question pour la CNT d'élaborer un projet de société « clefs en main » ! Profondément autogestionnaires, nous pensons en effet que c'est à ceux et celles qui seront directement confrontés à un processus révolutionnaire de s'atteler à cette tâche. Elaborer un tel programme serait d'ailleurs complètement illusoire compte-tenu du fait que le monde évolue sans cesse (dans ces conditions, un programme bien ficelé risque de devenir obsolète ou, pire, de se transformer en dogme).

Cela étant dit, sans tomber dans les travers énoncés ci-dessus, il n'est pas inutile – dans le contexte actuel – d'avoir une idée générale de cet autre futur auquel nous aspirons... ■

Eric (CNT - Lille).



ORGANISATION D'UNE SOCIETE EGALITAIRE ET AUTOGESTIONNAIRE

Une démocratie participative

Pour la CNT, la commune (ou groupement de communes), cellule de base de la vie sociale, s'administre librement en dehors de toute tutelle étatique. Regroupant tous les individus, unités de production et associations d'une ou plusieurs localités déterminées, fédérée sur le plan cantonal, régional et national, la commune prend en charge, par la création d'organismes spécialisés, l'économie locale et les services publics (consommation, habitat, santé...).

Son fonctionnement, quartier par quartier, repose sur la gestion directe : assemblées générales par unités de voisinage, définition précise des mandats, envoi de délégués révocables à tout moment au plenum communal, réunion de celui-ci en séance publique et retransmission en direct des délibérations sur radio ou télévision locales, etc. Un tel fonctionnement écartera de cette manière les notables qui aujourd'hui monopolisent l'administration de la cité.

Quant au gouvernement, il est remplacé par une structure de coordination composée de délégués issus de la fédération des communes et de délégués issus de la fédération des entreprises (voir ci-dessous).

Des entreprises autogérées

L'exploitation agricole, l'usine et le bureau sont gérés par tous ceux qui y travaillent. Les délégués, mandatés avec précision en assemblée générale et réunis en conseil, sont chargés de coordonner la production. Ils sont révocables à tout moment et leur tâche ne s'accompagne d'aucun avantage particulier. Il va de soi que ces délégués ne peuvent se fixer à un poste de responsabilité plus d'un certain temps. La formation continue permet de lutter contre la parcellisation des tâches et fait en sorte que certains savoirs professionnels ne se transforment pas en instruments de domination politique. La hiérarchie des fonctions et des salaires est abolie, laissant ainsi place à une véritable égalité économique et sociale. Quant à la durée du temps de travail, elle est considérablement réduite, compte tenu de la suppression des tâches reconnues socialement inutiles, de la réorganisation des forces productives et de l'utilisation nouvelle des technologies de pointe.

Afin d'éviter tout repli sur soi, les conseils d'entreprise sont rattachés inter-professionnellement



(mais aussi par secteurs d'activités pour les questions techniques) à une fédération locale, régionale et nationale, d'où pour toute décision un mouvement de va et vient entre les structures de base et les organismes de coordination. Cette fédération qui s'appuie sur le travailleur (unité économique) constitue avec la fédération des communes, fondée sur l'individu (unité politique), une organisation sociétaire duale liée à différents niveaux par une structure commune de coordination.

Une économie distributive

C'est aux conseils d'économie liés aux communes, ainsi qu'aux coopératives de consommateurs et à leurs fédérations, que revient le rôle de planifier la production en fonction des données démographiques et des besoins exprimés par la population. L'économie est ainsi fondée sur la satisfaction des besoins de tous, non sur les profits. Contrairement au mécanisme actuel, c'est la consommation qui oriente la production.

En ce qui concerne les échanges destinés à obtenir les produits nécessaires pour couvrir les nécessités de tous, plusieurs solutions sont possibles pour passer d'une économie marchande à une économie distributive. Outre la gratuité totale des services de première nécessité (transports en commun, médecine, etc.), le compte de chaque individu peut être crédité automatiquement, tous les ans par exemple, d'une somme répartie égalitairement et calculée en fonction de la richesse collective du moment. Pour éviter toute théâtralisation excessive, la monnaie utilisée à cet effet peut être une « monnaie fondante », c'est à dire une monnaie informatique se dévaluant progressivement en fonction du rythme général de l'économie, jusqu'à s'annuler au bout d'une certaine période.

Les phénomènes de spéculation peuvent également être supprimés à l'échelon industriel par une plus grande transparence des mécanismes financiers (regroupement du réseau bancaire, informatisation, etc.) et par la création éventuelle d'un circuit monétaire spécifique réservé à l'achat des biens de production effectué par les entreprises. Enfin, une décentralisation économique est mise en place ainsi qu'un système inter-régional de péréquation pour éviter les déséquilibres entre régions « pauvres » et régions « riches ».

Des transformations en profondeur

Bien sûr, la CNT ne conçoit pas l'alternative à la société actuelle uniquement sous l'angle d'une transformation de l'organisation économique et politique. Ses réflexions et propositions s'appliquent à l'ensemble des structures et des rapports sociaux : éducation, justice, culture, écologie... vastes domaines difficilement abordables dans le cadre restreint de cet article. ■

C.R.D.P. DE LILLE

Contrairement à certaines rumeurs selon lesquelles le massicot sur lequel notre camarade Jean-Claude Lemaire (cf. bulletin régional n° 6) s'est coupé 4 doigts dans le cadre de son travail au centre régional de documentation pédagogique (CRDP) était conforme aux normes de sécurité – rumeurs répandues notamment par certains délégués syndicaux et responsables du CRDP – voici la photo (*) qui prouve le contraire ...



ainsi qu'un extrait du compte-rendu de la réunion du comité d'hygiène et de sécurité du 21 novembre 1997 : « (...) A l'atelier imprimerie, vérifier que le massicot « hors normes » ne peut plus être utilisé. M. Roelants affirme que la mise en route a été déconnectée et que lui seul possède la clef ». ■

CNT - éducation (Lille).

* Texte de l'affichette collée sur la machine par la direction du CRDP suite à l'accident de J.C. (voir photo ci-dessus)...

MASSICOT « HORS NORMES »

INTERDICTION ABSOLUE
DE S'EN SERVIR

La direction
Philippe Roelants



Occupation du CRDP de Lille par la CNT le 5 avril 2000

C.R.D.P. DE LILLE

(suite de la page précédente)

LETTRE OUVERTE DE JEAN-CLAUDE LEMAIRE

Chers camarades,

Tout d'abord, merci à toutes et à tous pour le combat que vous avez mené pour ma ré-intégration et titularisation au sein de l'Education Nationale. Nous avons ainsi dénoncé la réalité d'un système particulièrement injuste vis à vis des précaires et des travailleurs handicapés...

Cela étant dit, il s'avère aujourd'hui que ma vie professionnelle a pris un nouveau tournant (stage de formation et promesse d'embauche dans une entreprise de sérigraphie)...

La lutte n'en continue pas moins pour autant !

Bien fraternellement,
J.C. Lemaire, le 28 août 2000.

NOUS Y'EN A PAS ETRE DES ROBOTS !

Crânes d'œufs gouvernement dire pas savoir nous quoi vouloir. Eux se moquer de nous. Eux dire nous pas avoir projet. Eux faire semblant croire nous barbares. Eux pas comprendre nous très colère. Nous déterrer hache de guerre et danser autour totems révolutionnaires. Nous encore une fois sans culotte.



Nous vouloir agir pour qu'enfants pouvoir étudier tranquille et vieux hiberner en paix. Bon toit pour caverne HLM top classe, gamelles pleines et feu électrique gratuit. Nous vouloir aussi voyager très grande vitesse comme images CNM. Nous vouloir continuer amours blancs, noirs, beurs

mélangés. Nous y'en a vouloir profiter travail ancêtres. Financiers voler nous travail ancêtres. Intellectuels dire nous bêtes, mais eux pas savoir manifester dans rue. Eux trop parler dans TV, toujours dire « démocratie », toujours faire voter nous pour rien.

Crânes d'œufs gouvernement sûrement pas aimer être remplacés par travailleurs, chômeurs, précaires. Et nous pas d'accord eux conduire train de banlieue ou trier courrier PTT - ANPE. Eux rien savoir faire. Eux coûter trop cher à rééduquer. Alors eux intérêt bien comprendre révolution en marche. Nous pas aimer guerre. Nous tous préférer bien-être. Nous beaucoup aimer amour, sieste, musique et rêves.

Nous vouloir liberté conservée, égalité gagnée. Nous vouloir aider tiers-monde et jouir ensemble beauté. Nous vouloir air nettoyé pour voir ciel étoilé. Nous plus vouloir être encore robots. Nous devoir arrêter parler langue de bois, pensée unique. Nous bientôt plus pouvoir contrôler nous. Nous bientôt explosion atomique HUMAINE. ■

Anonyme.

RENTREE SCOLAIRE : COMMUNIQUE DE L'INTER- SYNDICALE ACADEMIQUE

« **M**inistère et rectorat de Lille affichent une volonté de réussir la rentrée scolaire. L'exercice ne sera pas pour autant facile au vu des suppressions de postes (tant dans les écoles que les collèges et les lycées) ou des créations très insuffisantes pour les personnels administratifs, ouvriers, sociaux et de santé. Dans la déclaration commune du 16 mars, nous dénoncions l'absence de postes nouveaux au budget 2000 entraînant des redéploiements massifs entre académies, départements, établissements. Nous relevions que 160 emplois étaient supprimés dans les écoles de la région et 227 dans les lycées. Enfin, alors que le déficit pour le personnel non-enseignant est de l'ordre de 2 000 postes, les créations sont limitées à 39 .

Ceci va se traduire concrètement à la rentrée... Dans le premier degré, outre les problèmes de la direction d'école (*), les moyens manquent pour les remplacements et la stagnation des postes au concours, liée au gel de l'emploi public, amène sur le terrain de la classe des jeunes enseignants sans formation.

Une chasse féroce aux postes est d'ores et déjà engagée, limitant les possibilités d'accès à l'école en zone rurale pour les tout petits.

Dans le second degré, la situation est comparable avec le recours massif aux contractuels (plusieurs centaines...) tandis que les horaires au collège sont au plus bas. La qualité de l'enseignement est compromise, les possibilités de prévenir l'échec et d'y remédier sont limitées. En lycée, les options sont sur la ligne de mire (en particulier pour les langues vivantes) et les effectifs sont loin du maximum de 30 par classe.

Assistantes sociales et infirmières manquent afin d'assurer la qualité de l'accueil ainsi que la présence et la garantie des droits auprès des élèves et des familles. Elles sont aussi nécessaires pour prévenir l'échec et la violence (qui n'est pas limitée aux sites expérimentaux de la métropole lilloise, de Maubeuge ou de Calais).

Les moyens d'enseignement ont été mis sur les postes à l'année au détriment des remplacements de courte et moyenne durée (bonjour les remplacements après la Toussaint !). Tant dans le premier degré que dans le second degré, le mouvement des personnels s'opère dans de mauvaises conditions. Les blocages administratifs se multiplient ; ils ne sont pourtant pas une solution à l'insuffisance du recrutement et aux retraits de postes.

Et surtout, les problèmes de fond demeurent. Cette rentrée n'est pas marquée par une volonté réelle d'amélioration durable des conditions d'accueil et de vie des élèves, de leur enseignement (avec un plan ambitieux de réussite et de qualification pour tous).

Nous réclamons la mise en œuvre dans le secteur éducatif de la programmation pluriannuelle annoncée par le ministre il y a maintenant plusieurs mois. Nous attendons que les demandes des personnels (clairement exprimées lors des mouvements de février-mars et mai) trouvent une traduction claire dans les propositions budgétaires du gouvernement. Nous renouvelons notre demande d'une fin du gel de l'emploi public par la création nette d'emplois publics ». ■

Lille, le 1^{er} septembre 2000.

CNT, FAEN, FEN, FERC-CGT,
FSU, SGEN-CFDT, SUD.

* Note :

Attention, toutes les organisations signataires de ce texte n'ont pas la même conception de la « direction d'école ».

En ce qui nous concerne, à la CNT, nous luttons pour que les tâches dévolues aux directeurs / trices d'école soient confiées à l'ensemble de l'équipe éducative dans une perspective collégiale et autogestionnaire (avec bien sûr les moyens que cela implique).

Dernière minute !

Les instances régionales de la FEN et du SGEN - CFDT ont finalement refusé de co-signer le communiqué ci-contre en raison de désaccords sur le 5^{ème} paragraphe. Compte-tenu des délais de mise en page et d'impression du bulletin régional, nous n'avons pas eu le temps, matériellement et techniquement, de supprimer de nos colonnes ce communiqué désormais caduc. Sachez néanmoins qu'il n'engage plus l'intersyndicale académique... ■



Le bulletin de rentrée du syndicat CNT éducation de Lille et environs est paru. Au sommaire : précarité, « direction » d'école, pédagogie, etc... (envoi gratuit sur simple demande). ■

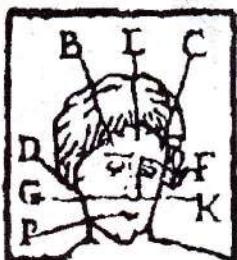
VIVEMENT LA RETRAITE... ?

Si les militants de la CNT ne sacrifient pas le travail en tant que valeur morale (), ils n'en ont pas moins une éthique quant à la nature et à l'exercice de leur activité professionnelle. C'est ainsi que François, de la CNT-Boulogne, nous a exposé dans un numéro précédent la problématique qui se pose à lui dans le cadre de son boulot au GRETA (organisme de formation continue pour adultes). Et c'est ainsi qu'Agnès nous parle aujourd'hui, à l'occasion de la rentrée scolaire, de la façon dont – personnellement – elle perçoit le métier d'enseignant... ■*

La rédaction du BR

* CNT : Confédération Nationale du Travail... Tout comme l'adjectif « nationale », qui sert à désigner notre champ d'intervention géographique le plus proche (sans aucune référence à une quelconque exaltation du sentiment patriotique et sans que cela n'entache à rien notre internationalisme), le mot « travail » présent dans le nom de notre organisation a été choisi à la place du mot « travailleurs » pour marquer notre appartenance à un camp, celui du Travail, par opposition à un autre camp... celui du Capital !

A la rentrée, y'a de nouvelles têtes... Ce jeune enseignant a reçu en catastrophe un coup de fil du recteurat pour être vacataire honoraire, payé à l'heure et sans droits sociaux aucun. Il intervient avec les « 1ère adap SMS » sur un programme dont il ignore tout et, en premier lieu, l'endroit où il pourrait le consulter. D'abord, ça veut dire quoi « 1ère adap SMS » ?



Cet autre jeune enseignant a réussi un concours et va être formé à l'IUFM⁽¹⁾, institution sans histoire, sans chronologie, sans mémoire, née pour déblayer les écoles normales qui par leur seul nom transmettaient un passé divers et contrasté, une archéologie militante, pédagogique ou politique.

Le fonctionnaire va supporter les difficultés de son nouveau métier en se réjouissant d'avoir réussi un concours et d'avoir un statut sûr. Le contractuel va supporter les difficultés de son nouveau métier et l'exploitation négrière de ses compétences par l'Etat, en se réjouissant que pour lui cela ne soit que temporaire. Tous deux seront coupés de leur entourage professionnel, d'autant plus facilement que durant leurs premières années d'enseignement, ils seront balancés de postes en postes, d'établissements en établissements.

Sans pouvoir installer nulle part de sympathies ou entraides professionnelles, ils iront ruminant que l'éducation nationale est un milieu sclérosé et égoïste...

Je ne sais qui des curés ou des profs pratiquent avec le plus d'ardeur l'auto-flagellation. Dans l'univers social, le jeune fonctionnaire de l'éducation nationale ne rencontre souvent que bonhomie, indifférence légèrement condescendante, parfois raillerie usée sur la durée des vacances. Le vacataire suscite l'étonnement, la révolte ou la compassion de tous ceux qui ont entendu une fois dans leur vie l'expression « code du travail ». La plupart de leurs interlocuteurs, par conditionnement médiatique, se référant à leur propre adolescence ou à celle de leurs enfants, comprennent qu'ils font un métier difficile et même pénible. Mais les profs, eux, sont sans pitié envers les profs et disent toujours du mal de la salle des profs. Devenus profs, nos deux jeunes enseignants n'échappent pas à la règle, et moi non plus.

La salle des profs : les vieux profs / les vieux cons ; les jeunes profs / les jeunes cons. Chacun, bien persuadé que cette damnée salle est un enfer d'indigence morale et intellectuelle, s'y installe dans la dichotomie la plus totale entre ses aspirations personnelles et son « enfaçadement ». Alors le jeune préemptoire irrite le vieux par sa langue de bois et son enthousiasme moralisateur. Le vieux est insupportable au jeune par son défaitisme pédagogique et sa façon de sceller (à tort ou à raison) le fatum des élèves en échec. L'indifférence des uns décourage les plus passionnés. Les plus actifs terrorisent et culpabilisent les indifférents (avec qui personne jamais ne se solidarise et qu'on accuse pourtant toujours de corporatisme). Souvent il est difficile de parler en son nom ou de s'exprimer sans s'engager dans des procès d'intentions aux développements inattendus : toujours soupçonné de prêcher pour toutes sortes de chapelles (réactionnaire, ou fumiste, ou syndiqué, ou corporatiste, ou psycho-prout, ou



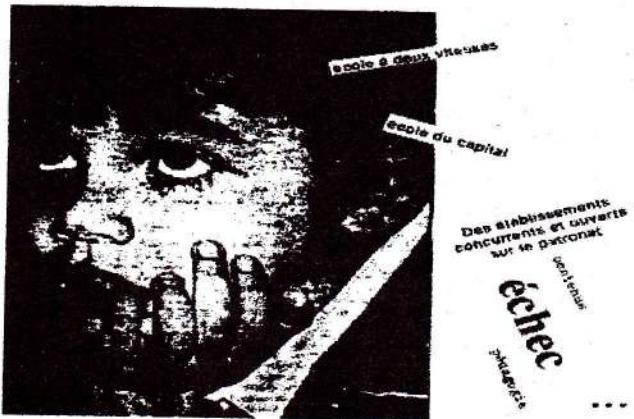
Chape de plomb sur les trois de la « 4^{ème} 7 » qui sont en train de rendre fou un collègue ; chape de plomb sur la démagogie de tel ou tel qui fiche en l'air le travail d'un prof principal débutant ; chape de plomb sur les vraies souffrances des élèves (tandis que les provocations des plus fascistes d'entre eux occupent tous l'espace de la remédiation, du soutien, de la prise en compte des difficultés familiales). Chape de plomb sur la hiérarchie de la cafetière : l'emploi-jeune prépare, l'agent en CES⁽²⁾ ramasse le gobelet et boit le café toujours « tout à l'heure ».

Silence sur les vraies questions et activisme pénible dans l'accessoire et le vaniteux ; discours constants de légitimations diverses pédagogiques, culturelles ou politiques. L'un de s'auto-convaincre, pour ne pas être soi-disant piégé affectivement, que lui, il ne fait ça que pour gagner sa vie, comme s'il y avait plus de noblesse dans la prostitution morale que dans le fait parfois d'apprécier son activité malgré l'obligation salariale. L'autre au contraire ne défend ses conditions de travail ou ses avantages acquis que pour le principe, toujours pour le principe : en gros s'il fait froid dans sa salle et qu'il réclame une réparation du chauffage à l'intendant, c'est pas pour lui, c'est pour les élèves.

Les profs reprochent aux profs d'être contents, malgré tous ces élèves en échec. Les profs reprochent aux profs d'être mécontents, de se plaindre alors que dans *Le Monde*, à propos des CES, ils ont lu ceci, cela. Les profs reprochent aux profs d'être de grands enfants, des profils d'anciens bons élèves et pas des pédagogues adultes. Les profs reprochent aux profs d'être des technocrates du didactique et des petits cols blancs du tertiaire sans âme. Les profs reprochent aux profs d'être des érudits, éloignés des réalités sociales (comme si l'érudition n'était pas aussi un phénomène social). Les profs reprochent aux profs de s'en fiche, de ne pas lire, de ne pas se tenir au courant. Les profs reprochent aux profs de toujours parler des élèves. Les profs reprochent aux profs de ne jamais parler des élèves, etc...

Ceux qui se taisent sont dans l'angoisse et souvent dans le découragement de soi-même. Ils enterront parfois au prix d'un arrachement des illusions diverses

progressistes, artistiques, scientifiques, belles comme des rêves d'enfant.



Nos deux jeunes collègues, nouvellement nommés dans cette atmosphère, vont mettre longtemps à comprendre que ces discours de dénigrement sont le juste reflet des contradictions ingérables du métier : écartèlement entre demande sociale, conscience professionnelle, intérêt personnel, goût et passions, pressions ministérielles. Ils vont perdre leur patience à déchiffrer plusieurs langues de bois qui voilent les évidences toujours tuées par souci de préservation psychologique. Les missions de l'école publique sont claires, strictement répertoriées et limitées : **convergence européenne, encadrement de périphérie urbaine, activité occupationnelle, alphabétisation fonctionnelle et élitisme républicain, rentabilité de l'édition scolaire.** Ces limites une fois posées, s'il leur reste de la fougue et de l'enthousiasme, les nouvelles recrues déjà usées, pourront enfin choisir ce pour quoi ils vont être payés ou exploités par l'éducation nationale: échelon ou alphabétisation du grand nombre, consommation, reproduction ou émancipation culturelle, programmes, révolution, heures supplémentaires, tondeuse à gazon ou pédagogie différenciée (liste non exhaustive). En attendant ce passage dans le rang des vieux cons déterminés, ils vont toujours balancer entre affirmer une réelle sincérité d'action ou apprendre leur NUMEN⁽³⁾ par cœur pour faciliter les coups de fil au rectorat.

(Personnellement, moi je veux tout : diffuser de la culture, plus de vacances, des élèves pas chieurs et intelligents, un bon salaire, travailler en équipe, travailler moins, la stabilité professionnelle et l'instabilité intellectuelle, du matériel de qualité, la liberté pédagogique et l'excitation esthétique et aussi - y'a pas de raison - la tondeuse à gazon et encore, suffisamment de chaises dans mon CDI⁽⁴⁾ et des rideaux pour les diapos en salle 10 et aussi un car pour conduire les « 6^{ème} 2 » au musée.)

Je voudrais, cette rentrée, que notre premier acte de militantisme dans l'accueil des nouveaux collègues, ce soit comme à l'accoutumé de leur faire gagner du temps en leur donnant le maximum d'éléments d'information. Mais je voudrais aussi que nous affirmions notre militantisme en disant du bien de nous-mêmes. Personne ne milite qui n'est pas sûr de son bon droit et de la justesse de sa cause, or nous nous les nions continuellement. Je voudrais que nous nous fassions confiance et que nous reconnaissions, en dehors de nos oppositions personnelles et idéologiques, notre point commun à tous : avoir choisi d'être prof. Je voudrai que ce soit sur ce point commun, "avoir choisi d'être prof", que nous fédérions nos actions, nos prises de position, nos travaux d'équipe et aussi nos conversations de salle des profs.

La première qualité d'un enseignant est d'être enseignant. Notre qualité première est aussi notre premier acte militant en dehors de tout autre engagement plus explicite.



Le plus réactionnaire, le plus timoré, le plus injuste d'entre nous a choisi une profession où il s'agit de partager des savoirs. Avec le plus grand nombre ou les meilleurs : le

clivage idéologique est là. Laissons donc au départ nos clivages et militons avec la valeur qui fait l'unanimité des nos choix professionnels. Revendiquons l'éminente qualité humaniste qui préside à notre cheminement biographique. Et de l'humanisme nous irons peut-être vers l'utopie, la rébellion, la construction. N'incrimions pas ni la tiédeur, ni l'intérêt personnel, ni la passivité... quand au départ le choix d'enseigner est déjà un engagement sans tiédeur, sans passivité, sans intérêt marchand.

Surtout, ne disons jamais que nous sommes profs parce que nous ne pourrions pas faire autre chose : c'est bien nous qui nous levons chaque matin. Bien sûr que nous pourrions rester au lit...

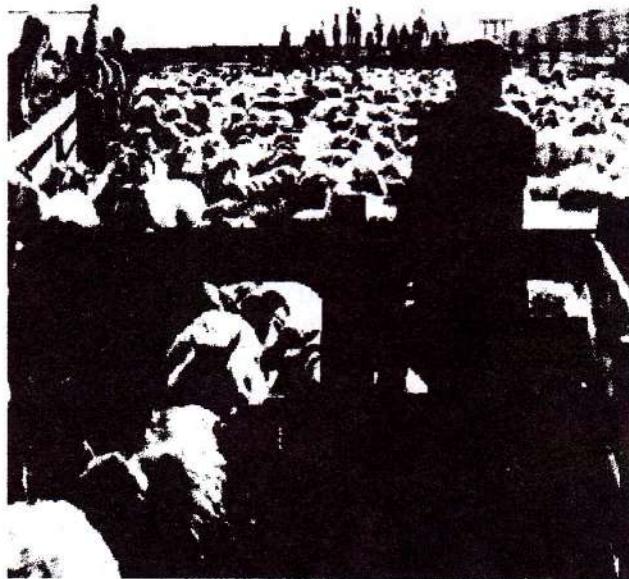
C'est aussi nous qui avons fait le choix d'étudier le latin ou les arts plastiques. C'est nous qui en DEUG⁽⁵⁾, nous sommes orientés plutôt vers la biologie théorique parce que les labos pharmaceutiques ne nous disaient trop

rien. C'est nous qui avons eu la trouille, trouille noble, quand nous avons fait ce stage IBM après la maîtrise. C'est nous qui sommes restés MA⁽⁶⁾ huit ans, alors qu'un tel, près de chez les parents, cherchait un secrétaire. C'est nous qui avons envoyé ce dossier au rectorat. C'est nous qui avons choisi la sécurité de l'emploi plutôt que l'image d'une jungle ridicule où de jeunes employés sont sélectionnés parfois sur leur signe astrologique. C'est nous qui avons pensé à l'enseignement parce qu'à 16 ans nous avions préparé le BAFA⁽⁷⁾. C'est nous qui avons passé ce concours pour profiter des vacances parce que nous savons occuper nos loisirs par des activités non marchandes et non monétarisées. C'est nous qui avons préféré l'intérimaire de service public à l'intérimaire pourtant mieux rémunéré de Manpower.

Nous sommes des autruches sécuritaires. Nous sommes des moutons bons élèves. Nous sommes des perroquets intellectuels. Nous sommes des loirs toujours en vacances. Et nous en sommes fiers car nous voulons construire un monde où les autruches soient en sécurité, où les moutons soient libres et pas seulement les loups. Nous voulons à chacun donner son ramage plutôt que son plumage et apprendre à tous les loisirs, pas la consommation.

A la rentrée, y'a de nouvelles têtes. Ce sont des gens biens. Forcément. ■

Agnès (syndicat CNT éducation de Lille).



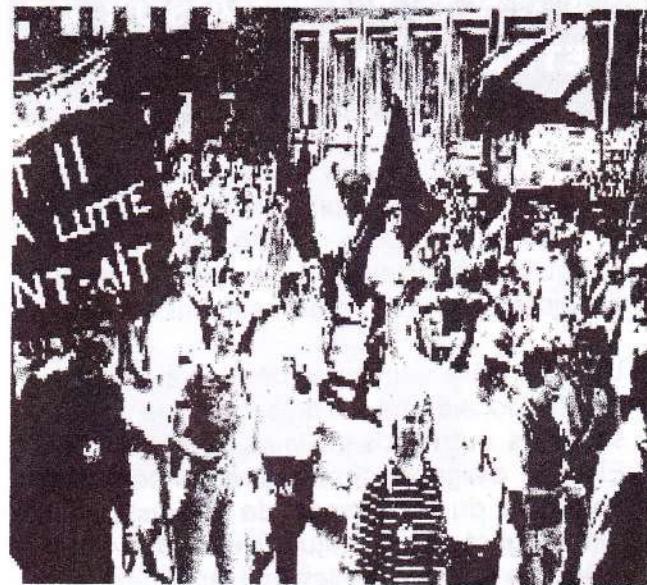
Notes de la rédaction :

1. institut universitaire de formation des maîtres
2. contrat emploi solidarité
3. numéro d'identification professionnelle
4. centre de documentation et d'information
5. diplôme universitaire
6. brevet d'animateur en colo et centre de loisirs

VIVEMENT LA RETRAITE... ?
(SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE)

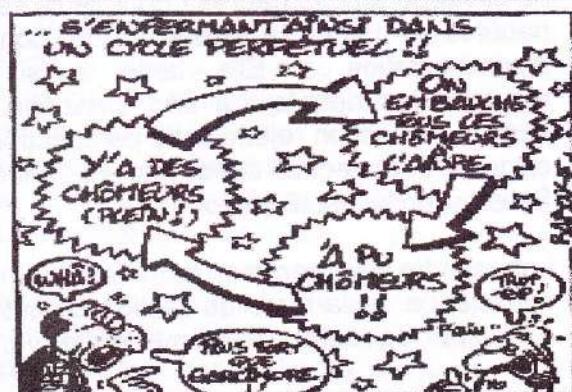
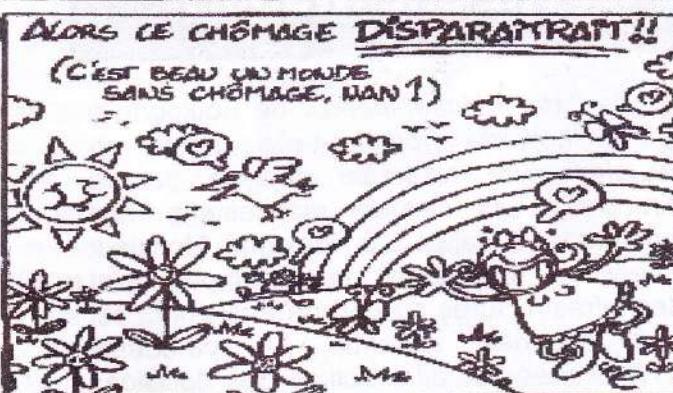
Appel à témoignage :

Toute profession ayant sa propre problématique (et à condition bien sûr que votre métier ne soit pas opposé aux intérêts des salariés... la CNT ne syndiquant ni les patrons, ni les forces de répression de l'Etat), n'hésitez pas à alimenter cette rubrique. Que vous soyez mécanicien(ne), informaticien(ne), caissier(ère), infirmier(ère), etc... le BR se fera un plaisir de publier votre témoignage. En quelques lignes ou en quelques pages... et quel que soit votre style ! ■



Manifestation européenne contre le chômage (29 mai 1999) : les militant(e)s de l'union locale CNT de Lille dans les rues de Cologne (Allemagne).

**COMMENT EN FINIR
AVEC LE CHOMAGE...**



LA C.N.T. À LA MAISON DE RETRAITE DE MARQUILLIES

Au printemps dernier, l'union locale CNT de Béthune était interpellée par une salariée de la maison de retraite de Marquillies soucieuse de la présence d'un syndicat au sein de l'établissement.

Une première réunion se déroule au siège de l'union locale en présence de quatre salariées qui exposent leurs revendications. Elles se plaignent des mauvaises conditions de travail, du non-respect de la législation et s'interrogent sur la nature de la convention collective à laquelle elles peuvent prétendre.

Les réunions se multiplient. A Béthune puis à Marquillies. Le maire communiste de cette commune des environs de La Bassée se déclare en effet solidaire des salariés et leur octroie une salle communale... Première perspective : élaborer un cahier de revendications. Les syndiqués CNT, désormais majoritaires au sein de l'entreprise, participent à sa rédaction. Ils la rédigent sous forme de pétition qu'ils adressent à la direction. Le respect de la convention collective et du code du travail, l'obtention du statut d'aides-soignantes pour les agents de services qui exercent dans les faits ces fonctions, le passage aux 35 heures payées 39, la gratuité des repas du midi et du soir ainsi que la mise à disposition d'un local et d'un panneau d'affichage syndical figurent parmi les revendications.

D'emblée, ils obtiendront satisfaction sur le paiement « double » de la journée du 1er mai travaillée. Après plusieurs jours de silence, la directrice de l'établissement – le prenant manifestement de haut – accepte néanmoins de les recevoir... refusant toutefois la présence d'animateurs de l'union locale qui souhaitaient, en qualité d'observateurs, assister aux débats. Elle tente de réduire la discussion sur la question du passage aux 35 heures (dont seule serait habilitée à traiter la directrice du conseil d'administration). Elle tente aussi de renvoyer les débats « à une quinzaine de jours ». La section rejette cette perspective et exige d'être reçue dans les 48 heures. Satisfaction lui est alors donnée...

Les syndiqués prennent alors assurément conscience de la force de l'action collective. A l'issue de cette deuxième entrevue, la

direction évoque une rencontre avec un cabinet spécialisé dans le passage aux 35 heures, mais reste inflexible sur les autres revendications.

Dans la foulée, la section saisit l'inspection du travail à Lille. Une entrevue a lieu en présence de camarades lillois du syndicat santé-social-éducation. L'inspecteur promet de se rendre sur les lieux dans les plus brefs délais (son rapport, en partie confidentiel, n'a pas encore été publié).

Un courrier est également adressé à la direction en vue de procéder à l'élection d'un délégué du personnel. Parallèlement, les proches des pensionnaires sont avertis des démarches entreprises ; histoire de créer les conditions d'un élan de solidarité le jour où la lutte prendra un caractère plus radical.

La conscience mûrit. Lentement mais sûrement, au cœur d'un établissement dépourvu de tradition syndicale et surtout ignorant des pratiques anarcho-syndicalistes. Pour obtenir satisfaction, les salariés sont de plus en plus nombreux à être convaincus de la pertinence d'un recours à la grève... Il s'agit désormais de passer d'une phase défensive à une phase résolument plus offensive. La balle est dans le camp de la section syndicale. Affaire à suivre... ■

Jacques (CNT – Béthune).

ROBIN DES BOIS CHERCHE SHERWOOD...

La ligne « Hoverspeed » de Boulogne à Folkestone rouvrira-t-elle après la fermeture hivernale décidée par la direction ? Les salariés manifestent leurs inquiétudes à Calais et à Boulogne. Monsieur Sherwood, propriétaire de la compagnie et des infrastructures du port de Folkstone, est aux abonnés absents. Le personnel d'Hoverspeed serait-il victime des décisions des fonds de pensions ? ■

François (CNT – Boulogne).



○ ○ ○



SYNDICALISME SANS FRONTIERES...

L'usine « Chentex » est située dans la zone franche « Las Mercedes » à 12 km de Managua (Nicaragua - Amérique centrale). Elle appartient à un consortium taiwanais. Début mai, un arrêt de travail indéfini avait été déposé auprès du ministère du travail pour protester contre la demande de licenciement de la direction syndicale de l'entreprise. Début juin, ce licenciement est devenu effectif...

La grève, qui a mobilisé le millier de syndiqués de l'entreprise (sur environ 1800 travailleurs), a entraîné de la part des entrepreneurs taiwanais une réponse musclée : près de 400 travailleurs ont été virés. Ces licenciements ont reçu l'appui du gouvernement. En effet, le ministère du travail a autorisé le licenciement sans indemnité de la direction syndicale pour « volonté de détruire l'entreprise ». Ces licenciements sont intervenus sans notification de la direction de l'entreprise qui a fait barrer l'entrée de l'usine aux personnes licenciées. Certains ont été agressés (dont notamment le secrétaire de la section, Harling Bonilla.). Par ailleurs, seuls les hommes l'ont été, car censés être « plus mobilisés et plus dangereux que les femmes » ; celles-ci étant par contre « invitées » à choisir entre leur syndicat et leur travail (choix officialisé par la signature d'un papier)...

Il faut savoir que le syndicat, créé il y a quelques années dans l'usine « Chentex » et affilié à la fédération du textile de la CST (Confédération Sandiniste du Travail), représente une véritable épine dans le pied de la direction de l'entreprise qui a dû faire des concessions : volontariat pour les heures supplémentaires effectuées à la fin de la journée de travail de même que le samedi et le dimanche (alors que dans bon nombre d'usines les heures sup' et le travail le week-end sont imposés sous peine de licenciement), fouille des ouvrières faite par des femmes (et non par des hommes).

Aussi les dirigeants de l'entreprise cherchent-ils à se débarrasser du syndicat et, dans cette guerre, tous les moyens sont bons, en particulier la terreur qui est devenue une politique de « managing » habituelle de la direction de l'entreprise qui bafoue les droits les plus élémentaires de chacun et de chacune. Avant l'implantation syndicale, les taiwanais

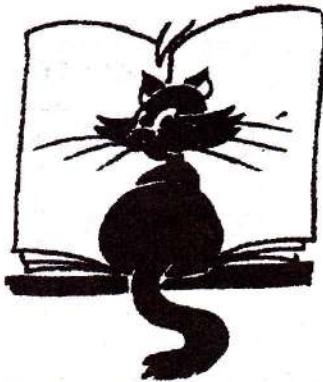


pratiquaient à la sortie des fouilles corporelles, notamment sur les jeunes femmes qui lorsqu'elles étaient prises à chaparder quelques bricoles étaient emmenées dans les toilettes et contraintes de se déshabiller... Au nom du rendement absolu, la moindre petite pause pour se désaltérer ou se rendre aux urinoirs est prétexte à brimades et les travailleurs sont pistés comme des criminels. Pour briser le syndicalisme, la direction a développé un syndicalisme jaune, installé un système de vidéo-surveillance, et surtout elle a recours à des bandes de casseurs qui pénètrent dans l'enceinte de l'usine pour terroriser le personnel et repérer par là même les meneurs. En début et en fin d'après-midi, ces mêmes bandes traînent aux alentours de l'usine, créant un sentiment d'insécurité, notamment pour les plus impliqués dans le syndicat (qui, de ce fait, ne peuvent plus faire d'extras s'ils ne veulent pas être victimes d'agression).

Dans ce combat, les travailleurs sont isolés face à un gouvernement, pour le moins compromis avec les intérêts taiwanais et qui soutient ceux-ci ouvertement. Certains en ont d'ailleurs fait l'expérience dans leur chair en se faisant matraquer et battre par la police. Aussi les travailleurs et les syndicalistes de « Chentex » cherchent-ils le maximum de soutien extérieur pour les appuyer et faire pression sur les autorités publiques et les patrons taiwanais. Les conditions de travail sont particulièrement difficiles : un salaire qui ne dépasse pas 1200 cordobas par mois (entre 600 et 700 F suivant le cours du dollar) pour ceux qui travaillent la semaine et le weekend sans discontinuité de 7 h à 19 h (voire 21 h), des pauses réduites à une ou deux par demi-journées pour les besoins incompressibles et les plus urgents, une demi-heure pour déjeuner le midi, sans compter les nombreux accidents du travail par manque de sécurité des installations de travail et d'hygiène. Une vidéo-amateur a, pour ceux qui voudraient en savoir plus, recueilli les témoignages d'un syndicaliste et d'une syndicaliste de « Chentex ». Celle-ci est pour le moins explicite sur leur isolement et la nécessité pour eux d'en sortir en recherchant des appuis extérieurs.

Pour plus de renseignements et envoi de soutien, contacter le secrétaire du syndicat de « Chentex » : Harling Bonilla à Managua (Nicaragua) au n° de fax suivant : 2226096. Il n'est pas exclu que certains militants soient poursuivis en justice... ■

David (CNT - Lille),
membre d'une brigade de solidarité
avec le Nicaragua.



LES LECTURES DU CHAT NOIR...

NE CRIE PAS

REPRESSIONS : LA CAROTTE ET LE BATON

L'arrestation de José Bové, l'affaire des inculpés de Fumel, la répression contre les chômeurs en lutte... Arrestations arbitraires, contrôles de police, jugements iniques... Autant de signes de malaise d'une société capitaliste qui utilise la répression comme échappatoire aux problèmes sociaux qu'elle génère ! Incarnée par la police et la « justice », la répression est rencontrée au quotidien par les syndicats et associations qui ne peuvent se satisfaire d'un régime générateur de misère et d'exclusion.

Édité par « *L'esprit frappeur* » à la demande du collectif contre la répression (dont fait partie la CNT), le livre intitulé « *Répressions : la carotte et le bâton* » fourmille d'exemples pris sur le vif. A la fois poignant et accablant !

Plusieurs pages y sont notamment consacrées aux dérives autoritaires de Bernard Seux, député-maire de Béthune qui, en décembre dernier, s'attaquait à une délégation du syndicat CNT des sans-emplois et précaires de Béthune venue lui exposer ses revendications.

Un ouvrage largement instructif sur le caractère de classes de la société capitaliste... ou comment la bourgeoisie, servie par des élus de droite comme de « gôche », assure sa dictature... ■

Ouvrage disponible auprès de la CNT au prix de 20 F (155 pages).

La littérature prolétarienne est presque autant une affaire de projet et de combat qu'une histoire de sociologie. A l'origine de cette ré-appropriation des mots et de l'écriture : la volonté d'hommes et de femmes du peuple de s'emparer de la littérature et de la parole comme d'une arme de lutte pour reconquérir leur humanité et leur dignité.

En cela, littérature prolétarienne et syndicalisme révolutionnaire sont étroitement liés et participent de la même philosophie : prendre la plume (même, et peut-être surtout, de force) pour dire et écrire ce que personne ne dira à notre place, s'exprimer directement (en son nom et donc au nom des siens, sans intermédiaire, délégation ou médiation), nier toute idée d'avant-garde politique, littéraire ou artistique, pratiquer l'action directe jusque dans l'expression culturelle, jusque dans sa langue et dans sa culture... autant de points de convergence avec notre combat syndical de la part d'écrivains dont l'engagement social ne s'est jamais satisfait des cocktails mondains ou des conférences de presse dans les salons des palaces de la Croisette !

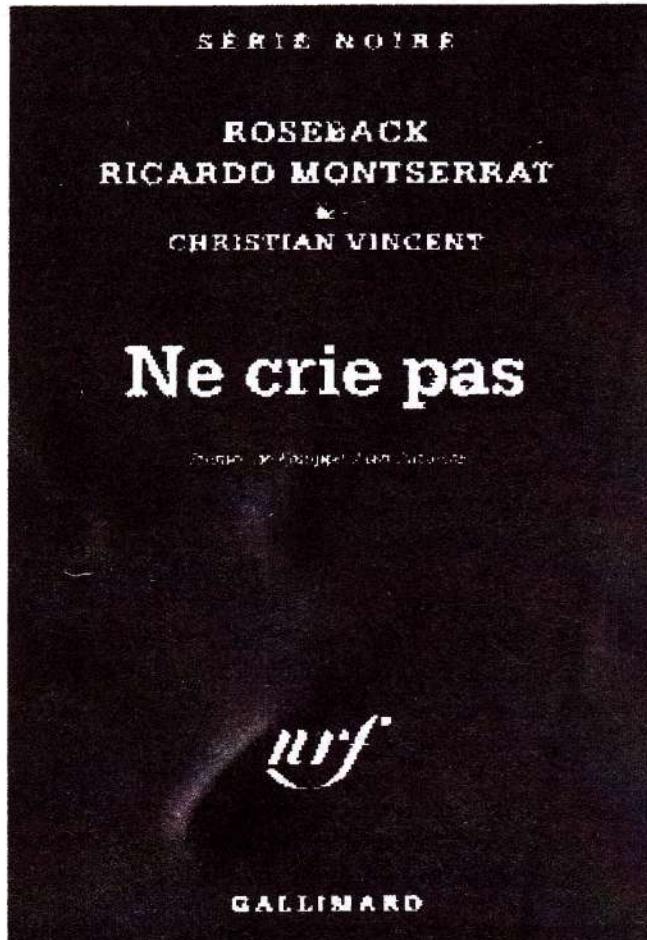
Aujourd'hui, comme bien des conquêtes du mouvement ouvrier, cette littérature est quasiment oubliée, étouffée aussi bien par les impératifs « financiers » du monde de l'édition que par l'abrutissement sous-culturel d'une certaine littérature (...). Enterrée également par les fossoyeurs autoritaires préférant, dans ce domaine comme dans tous les autres, s'en remettre aux « spécialistes » plutôt qu'aux intéressés eux-mêmes. Mais les voix de l'espoir et de la révolte, elles, sont toujours là et elles sont prêtes à emprunter d'autres « voies » pour briser le silence où on voudrait les maintenir...

Atelier d'écriture

L'atelier d'écriture constitue une des issues possibles pour cette littérature du peuple. D'ailleurs, l'idée d'atelier évoque immédiatement ce monde du travail. Mais plus encore, c'est la dimension fondamentalement collective qui fait de ces expériences des tentatives pour promouvoir une réelle pratique de la culture populaire. L'une des figures les plus connues de ces ateliers d'écriture, Ricardo Montserrat, vient



de nous présenter le résultat de sa dernière aventure : « *Ne crie pas* »⁽¹⁾, dans la collection « Série Noire »...



Un polar « made in Roubaix »

A Roubaix, pendant trois mois, 18 prolétaires, chômeurs et RMistes, ont travaillé⁽²⁾ avec Ricardo Montserrat et Christian Vincent⁽³⁾. L'entrelacement des points de vue et des vies brisées, écrit par et pour « les gens qui ont des gueules à avoir des problèmes, cassés dans la tête » (comme le dit Marco, un des protagonistes), nous présente quelques scènes ni tout à fait banales (crimes en série et viols), ni tout à fait imaginaires (licenciements, accidents du travail, etc.) de la vie de personnages qui font chaque jour le décompte du « nombre de petites filles qui sont nées ici, ont grandi, ont péri ; le nombre de petits garçons qui ne sont jamais revenus de la guerre, de l'usine, de l'alcool, de la merde».

Ne pensons pas cependant que ce roman ne vaut que par l'expérience qui l'a enfanté. Le montage, le récit, l'intrigue, la violence du style, des personnages et des dialogues en font une œuvre d'une très grande qualité, un polar sans fioritures ni faux-semblants qui vous prend à la gorge et vous retourne l'estomac. Tout, dans ce récit, sonne douloureusement juste et s'inscrit non seulement dans l'histoire de ses auteurs, mais aussi dans celle de leur classe, comme en

témoignent les références citées dans l'avertissement : « *L'accident de l'usine est inspiré des catastrophes de Carling, Notre-Dame de Gravenchon, Noyelles-Godault. Les incidents survenus dans le supermarché imaginaire sont inspirés des comptes rendus des procès gagnés devant les prud'hommes par les employés licenciés d'un hypermarché normand* ». ■

A ces jalons de l'histoire des victoires et des défaites ouvrières, les auteurs ont su mêler les matériaux de leur vie et de leur réalité. Comme le précise à juste titre Philippe-Jean Catinchi dans la préface, point de charité dans cette démarche, mais la quête de la dignité et de la solidarité. ■

Greg
(syndicat CNT de l'éducation).

Notes :

1. « *Ne crie pas* » - collectif Roseback, Ricardo Montserrat et Christian Vincent - Editions Gallimard (collection « Série Noire ») - 317 pages.
2. La participation à l'atelier d'écriture était rémunérée, une façon de montrer qu'il ne s'agissait pas d'un passe-temps mais bien d'un travail.
3. « *Ne crie pas* » vient d'être adapté au cinéma par Christian Vincent sous le titre « *Sauve moi* ». Le film, tourné à Roubaix, est actuellement sur les écrans...

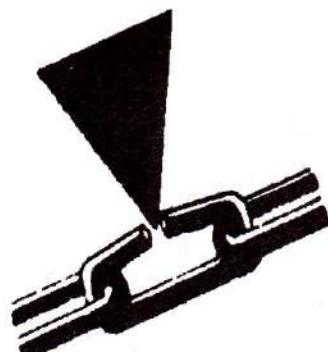
AU PIED DU MUR (765 raisons d'en finir avec toutes les prisons)

Les prisons, et notamment celle de Loos, ont été ces derniers mois à l'honneur dans les médias, à l'occasion entre autres de la sortie du livre d'une ancienne médecin-chef de la « Santé ». C'est l'occasion alors de verser quelques larmes de crocodile, avant de passer au sujet suivant sans s'interroger sur le type de société qui engendre ces prisons, sans se poser sérieusement la question de sa pertinence quant à ses objectifs si dignement affichés : enfermement des individus dangereux, rééducation, réinsertion. Aussi n'est-ce pas le moindre intérêt du livre qui vient de paraître aux éditions de L'insomniique, *Au pied du mur*, que de traiter le sujet d'un point de vue anticapitaliste (et anti-étatiste). Certes ce livre, en fait une « anthologie de paroles et d'écrits de

toutes origines et de tous temps contre toutes les prisons », à la présentation très soignée et accompagné d'un CD, n'est pas exempt de défauts : le ton des commentaires, quelque peu péremptoire, peut ainsi agacer (la première phrase du livre est : « Tout le monde semble d'accord, il est grand temps de détruire les prisons »). De même, le caractère d'anthologie de textes littéraires insistant sur le « vécu » ne favorise pas la réflexion d'ensemble, rend assez pauvre les références aux organisations ayant lutté dans ce domaine - comme le « Comité Action Prisonnier » -, semblant même parfois en rester à l'injonction personnelle et la révolte de l'individu. Mais ne soyons pas trop fine bouche, et sachons goûter l'intérêt de ce livre...

La première partie, « L'œil du maître », retrace les origines de la volonté de considérer la prison comme une peine à part entière à la fin du 18^{ème} siècle et, avec la conception du panoptique de Bentham, de rendre plus efficace la surveillance organisée, nous rappelle au bon souvenir des bagnes et travaux forcés de la 3^{ème} République, des goulags, camps de concentration nazis et évoque les prisons du tiers-monde et des Etats-Unis, très importantes et privatisées. Mais quelques soient les structures de l'enfermement, ce sont toujours des pauvres et des ennemis de l'ordre établi que l'on trouve en prison ; et depuis 1975, le nombre de prisonniers et de chômeurs suivent la même courbe, et qu'un pays économiquement « libéral » comme l'Angleterre a un des plus forts taux d'incarcération en Europe (notons d'ailleurs que les prisonniers, s'ils acceptent de travailler, fournissent une main d'œuvre bon marché). Or, changer les conditions sociales, permettre à chacun de s'épanouir et trouver une place dans une société libre et égalitaire, c'est précisément ce que le capitalisme ne veut pas : aussi préfère-t-il écraser et domestiquer l'individu.

Les deux parties suivantes, « Entre quatre murs » et « Le temps suspendu » montrent cette logique à l'œuvre dans la prison : sentiment de dépossession de son existence, de déperdition du temps, frustration sexuelle, surpopulation et promiscuité étouffante, stérilité sociale médiocrement compensée par la télévision et les médicaments, hiérarchie omniprésente, perte du goût de la vie et déresponsabilisation accentuée pour les plus longues peines... et pour ceux qui ne veulent



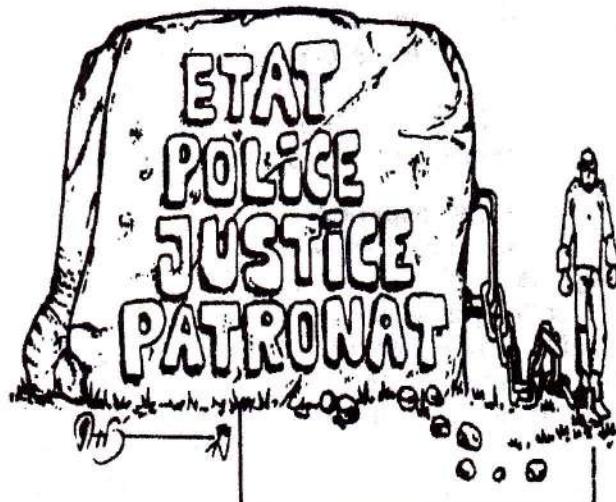
pas plier : le mitard ou le quartier d'isolement pour certains prisonniers spéciaux (nouvelle peine de mort ?), à moins, plus dramatiquement, que ce ne soit le suicide.

Dans les deux dernières parties, « Mort aux vaches » et « L'envolée », l'anthologie revient sur quelques résistances, émeutes, ou évasions qui ont marqué l'histoire des prisons, avant d'évoquer « un monde sans prisons » par l'étude des sociétés indiennes, des prisons en révolution (Commune de Paris, Makhnovtchina, Espagne de 1936...), de textes d'anticipation.

Pour conclure, on ne peut que souligner l'absurdité du système carcérale, consistant comme disait Levi-Strauss « à traiter simultanément le coupable comme un enfant pour nous autoriser à le punir et comme un adulte afin de lui refuser la consolation » et son hypocrisie : la prison, loin de l'empêcher, accentue plutôt la « délinquance ». Les politiciens ne remettront pas d'eux-mêmes en cause ce mode de gestion de la misère capitaliste ; et les diverses peines de substitution (travaux d'intérêt général, bracelets électroniques aux USA...) viennent plutôt compléter l'éventail des peines. L'action des prisonniers sans doute, mais aussi de la population, peuvent faire avancer les choses ; et le syndicalisme révolutionnaire, en accord avec son projet de société assurant l'égalité sociale et se débarrassant d'une justice impersonnelle et centralisée (où, si l'isolement d'individus vraiment dangereux peut être conçu, il ne s'agit pas de brimer et domestiquer au lieu d'aider), ne peut que se montrer solidaire. ■

Fabien (CNT – Lille).

PS : pour information, la région Nord / Pas de Calais contient une maison d'arrêt à Arras, Béthune, Loos, Valenciennes, Douai et Dunkerque, un centre de détention à Bapaume et à Loos, un CSL à Haubourdin et des centres pénitenciers à Longuenesse.



REWIDIAGE

Un nom difficile à prononcer pour une petite maison d'édition de la région, les « éditions du REWIDIAGE » sont installées maintenant depuis plus de 15 ans à Lompret dans le Nord. Animée par Guy FERDINANDE, à la fois peintre et organisateur de soirées poésie (« Le dîner des vilains bonshommes & très vilaines bonnes femmes »), le REWIDIAGE représente un bol d'air et sans doute un espoir pour tous ceux qui souhaiteraient se lancer dans l'édition ou dans la création artistique mais qui n'ont pas osé jusque là s'y risquer.

Non, la poésie ne se résume pas aux volumes de la collection « Gallimard-Poésie » ; elle ne se résume pas non plus à quelques éditeurs plus modestes mais déjà établis comme CHEYNE ou ROURGERIE. La poésie appartient à celles et ceux qui décident de la faire vivre avec leurs moyens. Guy FERDINANDE, en ce qui le concerne, a choisi de suivre ses envies et de ne pas se cantonner à la routine. Il recherche les lendemains enthousiastes des commencements. Après avoir soutenu « *L'igloo dans la dune !* », il poursuit l'aventure de ses envies artistiques en lançant « *Comme un terrier dans l'igloo, un joyeux poézine infraréaliste* ». Ne me demandez ce que signifie ce titre énigmatique, je n'en ai pas la moindre idée et puis finalement cela ne peut que nous obliger à se plonger dans cette petite revue. On y trouvera des billets d'humeur ou bien des réflexions sur l'art parfois ardues pour qui n'est pas du milieu. Mais on y trouvera aussi une très riche et très personnelle revue de revues aussi diverses que variées. De la revue poétique à la revue d'art en passant par le journal syndical (eh oui, Guy FERDINANDE est un fervent lecteur du « *Combat syndicaliste* » et du bulletin régional que vous tenez entre les mains), Guy FERDINANDE ne mâche ses mots pour critiquer ou donner son avis. Il prend aussi le temps de conseiller les périodiques qu'il affectionne afin d'améliorer leur qualité et leur attrait. Nous espérons d'ailleurs pouvoir un jour répondre, si nous en avons le temps, à ses remarques très justes et instructives sur le « BR » (cf. premiers éléments de réponse à la rubrique « En bref »).

Bien sûr, les habitués des ouvrages tirés en grand nombre que l'on trouve dans les supermarchés du livre ou les habitués des belles éditions au prix élevé que l'on trouve dans

quelques librairies « snobement » élitistes (et par ces mots, je ne blâme que moi qui fréquente ces deux types de lieu) se trouveront peut-être déçus voire rebutés par le façonnage des ouvrages du REWIDIAGE (des photocopies en A4 agrafées). Mais n'est-ce pas là que se situe la véritable création ? Dans la manufacture d'ouvrages au prix quasiment nul, qui par leur côté artisanal permettent de rencontrer réellement un propos humain que la chaîne de production médiatique et industrielle n'est pas venue désincarner.

C'est sur ce point que Guy FERDINANDE touche notre sensibilité anarchosyndicaliste. Point besoin d'attendre des fonds importants pour se lancer dans l'édition, point besoin d'attendre un grand organe médiatique ou des spécialistes de la parole pour s'exprimer. La parole n'attend pour vivre que les petites volontés, fussent-elles isolées, et non les grands projets. Peut-on simplement espérer qu'un jour mille petites volontés fassent, non pas une grande volonté indistincte et froide, mais mille petites paroles qui s'exprimeraient d'elles-mêmes en laissant place elles aussi à mille autres petites paroles qui laisserait place à leur tour à mille autres petites paroles... On ne regrettera pas alors que l'entreprise de Guy FERDINANDE ne soit pas plus connue ; on regrettera simplement que ce type d'entreprise, fondée sur la liberté et l'émancipation de l'expression de chacun, ne se multiplie pas. ■

Yoann (CNT – Lille).

Pour tout renseignement (abonnement...), contacter les éditions du REWIDIAGE, 67 rue de l'église, 59840, Lompret. Téléphone et fax : 03.20.08.92.45. E-mail : gferdinande@nordnet.fr



« METALEUROP » (SUITE DU B.R. N° 7)

Poursuivie en diffamation par la direction de l'usine « Métaleurop » de Noyelles-Godault (cf. bulletin régional n° 7), la militante écologiste Danielle Poliautre a été relaxée le 21 juin par le tribunal correctionnel de Lille. Cette décision est à mettre en parallèle avec un autre jugement rendu le 14 février à Arras par le tribunal des affaires de sécurité sociale. Il est fait état dans ce jugement du « très grand retard de l'usine de Noyelles-Godault en matière de sécurité ; aucun progrès n'a été constaté depuis quinze ans ». ■

DELEGUES DU PERSONNEL

Rappelons que le seuil pour l'organisation d'une élection de DP dans le secteur privé est de 11 salariés. Ces salariés peuvent être en CDI ou en CDD. Par contre, les CES, CEC, etc. ne peuvent malheureusement pas être comptés dans ce nombre. D'autre part, il faut que cet effectif d'au moins 11 salariés ait été atteint pendant 12 mois (consécutifs ou non) au cours des 3 dernières années. ■

LILLE : LA C.N.T. FAIT LA FETE !

Pour la 5^{ème} année consécutive, la CNT vous donne rendez-vous samedi 14 octobre au centre social « Mosaïque », 95 rue du Long Pot à Lille-Fives. Au programme : un spectacle théâtral * (de 16 à 17 h - entrée libre), un repas ** (apéro à partir de 19 h et couscous à 20 h 30 - sur réservation) et un spectacle musical *** (après le repas vers 22 h - entrée libre). ■

* Offert fraternellement par des camarades d'AC - Lille.

** Les réservations pour le repas (préciser si vous êtes végétarien ou non) sont à envoyer à l'union locale CNT de Lille avant le 11 octobre (chèques à l'ordre de la CNT). Le prix (tarif normal à 60 francs - tarif chômeur, lycéen, étudiant non salarié et enfant de moins de six ans à 40 F) comprend l'apéro, le couscous (poulet, mouton ou sans viande), le dessert, le café et l'eau minérale.

*** Bal folk, chansons de lutte et autres... ■

ABONNEMENTS DE SOUTIEN AU B.R.

Abonnements de soutien reçus au 15 sept. : Karim B. (Tourcoing), 40 F - Yves P. (Yvry), 50 F - Michel V. (Sailly la Bourse), 50 F - Laurent B. (Villeneuve d'Ascq), 100 F - Emile P. (Savigny), 50 F - Nicolas A. (Montlouis sur Loire), 40 F - CNT interco (Le Havre), 50 F - Thomas D. (Maninghem), 50 F (chèques à l'ordre de l'UR - CNT ; mention « abonnement au BR »). ■

SOUSCRIPTION PERMANENTE

La gestion des locaux, le tirage des tracts, la participation de la CNT aux luttes sociales... toutes ces choses « bassement matérielles » vident régulièrement nos comptes. Merci d'avance pour votre aide (chèques à l'ordre de l'UR - CNT ; mention « souscription permanente » ; une redistribu-

tion entre les différents syndicats locaux de la CNT sera effectuée en fonction de l'origine géographique des dons) ! ■

COURRIER

« Je n'avais pas souvenir d'un projet de la CNT de sortir un aussi gros trimestriel (...). C'est vraiment bien : le petit canard qui manquait à la région (...). Avec 2 ou 3 pages littérature, un titre et une mise en page moins bulletin, c'est à dire plus avenante, on tiendrait là un authentique magazine. Foin de déplorations pourtant : ça existe et c'est ce qui importe ! (...) ».

Guy Ferdinand (59 - Lompret).

Note de la rédaction :

En ce qui concerne l'épaisseur, ce numéro de rentrée est malheureusement un peu en deçà des numéros précédents (chers lecteurs, on l'a déjà dit, on le répète... à vos plumes !).

En ce qui concerne les pages « littérature », c'est une très bonne idée. Notre nouvelle rubrique, « *Les lectures du chat noir* », attend d'ailleurs vos contributions... ■

En ce qui concerne le titre, précisons que les avis étaient si nombreux et si contradictoires lors de la réunion qui a enfanté du 1^{er} numéro que nous n'avons pas voulu que cette réunion se termine en pugilat (gag !).

Ainsi, de même qu'il faut parfois appeler un chat un « *chat* » (qu'il soit cénotiste ou pas), nous avons choisi de titrer notre bulletin régional : « *bulletin régional* » ! Ce n'est pas très original (on vous l'accorde), mais sachez en tout cas que ce nom de baptême n'est pas le fruit du hasard... ■

Cela étant dit, peut-être qu'à force de côtoyer ce charmant bébé (bientôt 2 ans), un joli petit sobriquet surgira de lui-même et finira par s'imposer. Le BR, vous avez dit « *Le Brrr...* » (prononcez « *breu* ») ? « *Le Brrr...* », pour un réchauffement des luttes sociales, pardi ! ■

ONT PARTICIPE A CE NUMERO

Le BR est réalisé par des militants non rémunérés et ne bénéficiant d'aucune « décharge » syndicale. Ont participé à la rédaction de ce numéro (par ordre alphabétique) : Agnès G., David H., Eric D., Fabien D., François G., Jacques K. et Yoann D. (sans oublier Marion G. et Dominique L. d'AC - Dunkerque). Mise en page : Eric D. Impression et expédition : union locale CNT de la métropole lilloise. Et comme toujours, merci à Babouse pour ses dessins ! ■

PROCHAIN NUMERO

Le n° 9 de ce bulletin sera publié début janvier. Envoyez-nous vos articles, infos, interviews, illustrations, communiqués, etc. avant le 15 décembre (dernier délai). A très bientôt ! ■



TRAVAUX D'IMPRESSION :

L'union locale CNT de la métropole lilloise dispose d'un duplicopieur pour vos tirages A4 (entre 15 et 20 centimes la copie) et A3 (entre 30 et 40 c la copie). Contactez-nous pour vos travaux d'impression !

LIBRAIRIE :

- * **Un travailleur sur deux est une femme : la lutte des femmes** (55 p), 25 F.
- * **Parcours polar : treize nouvelles noires pour un autre futur** (140 p), 38 F.
- * **CNT aujourd'hui : « CNT = nègres »... et rouges !** (30 p), 15 F.
- * **La CNT ? Quelques réponses à des questions que se posent de nouveaux adhérents et quelques mises au point à l'usage de ceux qui croient nous connaître** (40 p), 15 F.
- * **Guide juridique du militant CNT dans l'éducation** (60 p), 12 F.
- * **Autre futur : toutes les facettes du syndicalisme d'action directe** (hors-série du « Combat Syndicaliste »), 32 p, gratuit.
- * **Les temps maudits**, revue trimestrielle de réflexion confédérale de la CNT (96 p), 30 F.
- * **Coup de griffe**, bulletin bimestriel des sections universitaires de la CNT (12 p), 5F.
- * **Le combat syndicaliste**, mensuel confédéral (20 p), 10 F.



QUI SOMMES - NOUS ?

Un syndicat... Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel... Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier... Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts... Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social... Parce qu'elle offre une structure (solide et qui a fait ses preuves) sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société...

De combat ! Parce que les syndicats réformistes sont englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes... Parce que l'Etat et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles... Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme... Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott, etc...) Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation...

Autogestionnaire ! Parce que les permanents syndicaux génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations... Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes... Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat... Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme... Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations, etc.)...

Et solidaire ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles et inter-catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans papiers, des lycéens, des étudiants, etc. sont aussi les nôtres... Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux... ■

Ces publications sont en vente à la
"Maison des syndicats CNT - AIT"
1 rue Broca, 59800 Lille,
par correspondance ou aux heures de
permanence (le mardi de 19 à 20 h
ainsi que les mercredi et samedi de 15 à 18 h).

POUR TOUT CONTACT :

Pour la métropole lilloise, on peut écrire à la
"Maison des syndicats CNT-AIT", 1 rue Broca,
59800 Lille. Tél / fax : 03 20 56 96 10. E-mail :
cnt.lille@wanadoo.fr

En ce qui concerne Béthune et environs, contacter
l'union locale des syndicats CNT-AIT, 558 rue de
Lille, 62400 Béthune. Tél : 03 21 65 31 69. Fax :
03 21 64 21 44.

Pour le boulonnais, écrire à : CNT, BP 321, 62205
Boulogne-sur-Mer cedex.

Pour le dunkerquois, écrire à : CNT, BP 12,
59430 Saint Pol sur Mer cedex. E-mail :
CNT.Dunkerque@wanadoo.fr

Pour les autres secteurs, contacter l'union régionale
CNT, 1 rue Broca, 59800 Lille. Tél / fax : 03 20
56 96 10. E-mail : cnt.lille@wanadoo.fr

S'UNIR POUR RESISTER



- Je désire recevoir gratuitement pendant 3 mois le « Combat Syndicaliste », mensuel confédéral de la CNT.
- Je désire recevoir une documentation gratuite sur la CNT.
- Je désire diffuser des tracts autour de moi.
- Je désire rencontrer un militant du syndicat.
- Je désire rejoindre la CNT.

Ce bulletin ne vivra que grâce à vous ! Abonnez-vous (20 F pour 4 numéros) !

« TRÈVE » ESTIVALE : PAS DE VACANCES POUR LES PATRONS !

« *Forgeval* » à Valenciennes, « *Adelshoffen* » à Shitilheim, « *Cellatex* » à Givet... autant de noms qui ont résonné durement pendant ce que certains appellent la « trêve estivale » ! Si les médias ont parlé à cette occasion d'une « résurgence de l'anarcho-syndicalisme que l'on croyait étouffé par les années de crise », nous n'aurons pas la puérilité – en ce qui nous concerne – de croire que ces travailleurs ont été miraculeusement touchés par la grâce de l'anarcho-syndicalisme (*) .

En revanche, ce qui est certain, c'est qu'ils ont levé bien haut le flambeau de l'action directe. Ainsi, malgré les efforts incessants des bradeurs du syndicalisme, les formes naturelles d'action et d'organisation de la classe ouvrière n'ont pu être extirpées. Et il n'est pas interdit de penser qu'en cette période où le chantage à la crise semble avoir fait long feu, l'impatience et l'exaspération des laissés-pour-compte de la « prospérité retrouvée » se manifestent à nouveau de manière radicale. Alors que partout on nous serine la chanson de la cagnotte, de la reprise, de la baisse du chômage, il est naturel que la révolte gronde parmi les travailleurs qui voient leur outil de travail sacrifié sur l'autel de la rationalisation et de la restructuration. Pendant que « *Forgeval* » et d'autres ferment leurs portes, rappelons-le... les actions grimpent, suivant en cela la santé insolente de la Bourse.

Ce qui fait peur à certains dans ces actions, c'est que les travailleurs ont pris conscience qu'ils ne doivent compter sur personne pour arranger leurs affaires, qu'ils ne doivent pas déléguer leur lutte et qu'il faut frapper là où ça fait mal au Capital... sur l'outil de travail (« *sabotage* », aurait dit Emile Pouget) ! Ce qui fait peur à certains dans ces actions, c'est que la grève n'est plus cette chorégraphie savamment illustrée, ce manège où les délégués syndicaux et patronaux

virevoltent devant les caméras pour occuper les esprits, pendant que se trahissent les intérêts des travailleurs. Ces révoltes estivales, c'est la stigmatisation de cette société duale où certains profitent des retombées de la croissance, tandis que les exclus plongent toujours plus bas.

Pourtant, le patronat avait mis au point une jolie machine pour recycler les chômeurs et aggraver un peu plus le « traitement social du chômage » : le PARE. Evidemment, la complice de Seillièvre – l'inénarrable Nicole Notat – avait donné son aval. Ces temps-ci, se dire de la CFDT ne fait plus très sérieux. Bien sûr, la CFTC avait emboîté le pas, les syndicats de combat (patronal) se donnant la main. Mais le coup était tellement gros que même la ministre a refusé de signer. On est bien défendu, quand même !

Et si le syndicalisme révolutionnaire devenait l'expression concrète d'une réalité qui se fait jour, petit à petit, dans les consciences ? ■

Extrait du « *Combat Syndicaliste* »
(sept. 2000).

* Note de la rédaction du BR :

le chantage à l'environnement, par exemple n'ayant rien à voir avec nos idées et nos pratiques.

SOMMAIRE DU BULLETIN REGIONAL N° 8 :

1. Une autre école pour une autre société !
2. Les mots de la rentrée
3. Euro 2000 : nous sommes tous des hooligans !
4. Un autre futur
5. CRDP de Lille
6. Nous y'en a pas être des robots...
7. Rentrée scolaire et inter-syndicale académique
8. Vivement la retraite... ?
11. Comment en finir avec le chômage...
12. La CNT à la maison de retraite de Marquillies
Robin des bois cherche Sherwood
13. Syndicalisme sans frontières
14. Les lectures du chat noir
18. En bref (Métaleurop, DP, courrier, etc.)
19. Qui sommes-nous, pour tout contact...
20. Trêve estivale : pas de vacances pour les patrons !

CNT - AIT
bulletin régional

POUR UN SYNDICALISME DE COMBAT,
AUTOGESTIONNAIRE ET SOLIDAIRE !

Réception des articles, courrier des lecteurs et mise en page :
Union locale CNT de la métropole lilloise, 1 rue Broca, 59 800 Lille.
Téléphone et fax : 03 20 56 96 10. Les articles signés et les interviews
n'engagent que leurs auteurs. E-mail : cnt.lille@wanadoo.fr

Abonnements, dons et achats au numéro :

Union régionale CNT du Nord / Pas de Calais, 1 rue Broca, 59 800 Lille.
Abonnement annuel : 20 F pour quatre numéros (chèques à l'ordre de
l'union régionale CNT - AIT). Abonnement de soutien : à vot' bon cœur !
Achat au numéro : envoyer un timbre ou passer aux permanences...